

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(12^e édition. – Décembre 2005)

AVENANT DU 24 FÉVRIER 2006

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2006

(RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET0650604M

IDCC : 87

Entre :

L'union des industries de carrières et matériaux de construction de la région Rhône-Alpes (UNICEM Rhône-Alpes), agissant au nom et pour le compte des organisations syndicales qui la composent :

- l'association syndicale professionnelle des minéraux industriels France pour le compte exclusif des producteurs de silice pour l'industrie ;
- le syndicat des industries françaises du fibrociment ;
- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales (FILMN),

D'une part, et

La CFTC BATIMAT-TP,

D'autre part,

se référant à la convention collective du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphes *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, à l'accord paritaire du 25 janvier 1979 « Classification professionnelle des ouvriers » et à l'accord national sur les salaires minimaux des ouvriers du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955 à l'exception des entreprises adhérentes à la fédération de l'industrie du béton (FIB).

Article 2

Cet accord s'applique dans les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie qui constituent la région Rhône-Alpes.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars 2006.

Article 4

Les salaires minimaux horaires garantis pour un horaire hebdomadaire de 35 heures sont les suivants :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL GARANTI (en euros)
OM	120	8,15
OS 1	130	8,16
OS 2	140	8,17
OS 3	150	8,28
OQ 1	160	8,72
OQ 2	170	8,90
OQ 3	185	9,52
OHQ	200	9,71
CE	225	10,38

Article 5

Les salaires minimaux horaires de qualification servant de base au calcul de la prime d'ancienneté, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, sont les suivants :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL de qualification (en euros)
OM	120	5,11
OS 1	130	5,19
OS 2	140	5,27
OS 3	150	5,36
OQ 1	160	5,41

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL de qualification (en euros)
OQ 2	170	5,49
OQ 3	185	5,90
OHQ	200	6,38
CE	225	7,18

Article 6

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux de qualification, comme les salaires minimaux garantis, comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) les majorations pour heures supplémentaires ;
- b) les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- c) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets du 20 mai et du 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 7

Afin d'élargir le dialogue social au-delà des négociations salariales, les organisations syndicales représentatives se réuniront une fois par an pour étudier les besoins régionaux en matière de formation et d'emploi. Cette réflexion pourra être la base du développement de la politique de l'emploi et de la formation.

Article 8

Toute organisation syndicale représentative, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé ; elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Article 9

Le présent accord sera remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi du Rhône dans les conditions prévues par le code du travail en vue de son extension ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Fait à Vénissieux, le 24 février 2006.

(Suivent les signatures.)